



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Canada Border Services Agency Act

Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada

S.C. 2005, c. 38

L.C. 2005, ch. 38

Current to September 27, 2017

À jour au 27 septembre 2017

Last amended on February 10, 2007

Dernière modification le 10 février 2007

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

NOTE

This consolidation is current to September 27, 2017. The last amendments came into force on February 10, 2007. Any amendments that were not in force as of September 27, 2017 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

NOTE

Cette codification est à jour au 27 septembre 2017. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 10 février 2007. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 27 septembre 2017 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to establish the Canada Border Services Agency

	Short Title
1	Short title
	Interpretation
2	Definitions
	Establishment and Mandate of the Agency
3	Agency established
4	Head office
5	Mandate of Agency
	Minister
6	Minister responsible
	President and Executive Vice-president
7	Appointment
8	Role of President
9	Delegation by President
10	Remuneration
	Human Resources
11	Officers and employees
	Powers of the Agency
12	Exercise of powers conferred on Minister
13	Agreements
14	Agreements to administer a tax
	Expenditures
15	Appropriation Acts
	Annual Report
15.1	Annual report

TABLE ANALYTIQUE

Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	Définitions
2	Définitions
	Constitution et mission de l'agence
3	Constitution de l'Agence
4	Siège de l'Agence
5	Mission de l'Agence
	Ministre
6	Responsabilité du ministre
	Président et premier vice-président
7	Nomination
8	Attributions du président
9	Délégation par le président
10	Rémunération
	Ressources humaines
11	Pouvoir de nomination
	Pouvoirs de l'agence
12	Exercice de certaines attributions du ministre
13	Accords
14	Accords pour l'administration d'une taxe
	Utilisation des crédits
15	Crédits non utilisés
	Rapport annuel
15.1	Rapport au Parlement

Transitional Provisions

	Definitions
16	Definitions
	Former Agency
17	President and Executive Vice-president
18	Transfer of appropriations
19	References
	Canada Customs and Revenue Agency
20	Positions
21	Continuation of rights and property
22	Continuation of obligations and liabilities
23	Real property, immovables and licences
24	Continuation of legal proceedings: Canada Revenue Agency
25	Validity of documents: Canada Revenue Agency
26	Continuation of evidentiary presumption: Canada Revenue Agency
27	References
28	References in documents and other provisions: Canada Revenue Agency
	Royal Canadian Mint Act
29	Royal Canadian Mint Act

Consequential Amendments

	Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act
	Air Travellers Security Charge Act
	Canada Agricultural Products Act
	Canada Customs and Revenue Agency Act
	Canadian Food Inspection Agency Act
	Canadian International Trade Tribunal Act
	Department of Citizenship and Immigration Act
	Criminal Code

Dispositions transitoires

	Définitions
16	Définitions
	Ancienne agence
17	Président et premier vice-président
18	Transfert de crédits
19	Mentions
	Agence des douanes et du revenu du Canada
20	Personnel
21	Gestion des droits et des biens
22	Maintien des dettes et obligations
23	Immeubles et biens réels
24	Procédures en cours : Agence du revenu du Canada
25	Validité des documents : Agence du revenu du Canada
26	Valeur probante des documents
27	Mentions
28	Mentions
	Monnaie royale canadienne
29	Loi sur la Monnaie royale canadienne

Modifications corrélatives

	Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire
	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
	Loi sur les produits agricoles au Canada
	Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada
	Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments
	Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur
	Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
	Code criminel

Cultural Property Export and Import Act	Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels
Customs Act	Loi sur les douanes
Customs and Excise Offshore Application Act	Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise
Customs Tariff	Tarif des douanes
Employment Insurance Act	Loi sur l'assurance-emploi
Excise Act	Loi sur l'accise
Excise Act, 2001	Loi de 2001 sur l'accise
Excise Tax Act	Loi sur la taxe d'accise
Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act	Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales
Feeds Act	Loi relative aux aliments du bétail
Fertilizers Act	Loi sur les engrais
Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
Fish Inspection Act	Loi sur l'inspection du poisson
Health of Animals Act	Loi sur la santé des animaux
Immigration and Refugee Protection Act	Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
Income Tax Act	Loi de l'impôt sur le revenu
Meat Inspection Act	Loi sur l'inspection des viandes
Plant Protection Act	Loi sur la protection des végétaux
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act	Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique
Royal Canadian Mint Act	Loi sur la Monnaie royale canadienne
Seeds Act	Loi sur les semences
Special Import Measures Act	Loi sur les mesures spéciales d'importation
Terminology Changes	Modifications terminologiques
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
*147 Order in council	*147 Décret



S.C. 2005, c. 38

L.C. 2005, ch. 38

An Act to establish the Canada Border Services Agency

Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada

[Assented to 3rd November 2005]

[Sanctionnée le 3 novembre 2005]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Canada Border Services Agency Act*.

Titre abrégé

1 *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

Interpretation

Définitions

Definitions

2 The following definitions apply in this Act.

Agency means the Canada Border Services Agency established under subsection 3(1). (*Agence*)

Minister means the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness. (*ministre*)

President means the President of the Agency appointed under subsection 7(1). (*président*)

program legislation means any other Act of Parliament or any instrument made under it, or any part of such an Act or instrument,

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to administer and enforce, including the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Immigration and Refugee Protection Act* and the *Special Import Measures Act*;

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Agence L'Agence des services frontaliers du Canada constituée par le paragraphe 3(1). (*Agency*)

législation frontalière Tout ou partie d'une autre loi fédérale ou de ses textes d'application :

a) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer et contrôler l'application, notamment la *Loi sur les douanes*, le *Tarif des douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*;

b) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et*

(b) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act*;

(c) under which the Minister or another minister authorizes the Agency, the President or an employee of the Agency to administer a program or carry out an activity; or

(d) under which duties or taxes collected and paid pursuant to the *Customs Act* are imposed. (*législation frontalière*)

2005, c. 38, ss. 2, 145.

Establishment and Mandate of the Agency

Agency established

3 (1) The Canada Border Services Agency is established as a body corporate.

Agent of Her Majesty

(2) The Agency is for all purposes an agent of Her Majesty in right of Canada.

Head office

4 The head office of the Agency is to be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

Mandate of Agency

5 (1) The Agency is responsible for providing integrated border services that support national security and public safety priorities and facilitate the free flow of persons and goods, including animals and plants, that meet all requirements under the program legislation, by

(a) supporting the administration or enforcement, or both, as the case may be, of the program legislation;

(b) implementing agreements between the Government of Canada or the Agency and a foreign state or a public body performing a function of government in a foreign state to carry out an activity, provide a service or administer a tax or program;

d'agroalimentaire, la Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi relative aux aliments du bétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences;

c) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l'Agence, le président ou un employé de l'Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité;

d) en vertu desquels des droits ou des taxes versés et perçus au titre de la *Loi sur les douanes* sont imposés. (*program legislation*)

ministre Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. (*Minister*)

président Le président de l'Agence nommé en application du paragraphe 7(1). (*President*)

2005, ch. 38, art. 2 et 145.

Constitution et mission de l'agence

Constitution de l'Agence

3 (1) Est constituée l'Agence des services frontaliers du Canada, dotée de la personnalité morale.

Mandataire de Sa Majesté

(2) Elle exerce ses pouvoirs uniquement à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Siège de l'Agence

4 Son siège est fixé dans la région de la capitale nationale délimitée à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Mission de l'Agence

5 (1) L'Agence est chargée de fournir des services frontaliers intégrés contribuant à la mise en œuvre des priorités en matière de sécurité nationale et de sécurité publique et facilitant le libre mouvement des personnes et des biens — notamment les animaux et les végétaux — qui respectent toutes les exigences imposées sous le régime de la législation frontalière. À cette fin, elle :

a) fournit l'appui nécessaire à l'application ou au contrôle d'application, ou aux deux, de la législation frontalière;

b) met en œuvre tout accord conclu entre elle ou le gouvernement fédéral et un État étranger ou un

(c) implementing agreements between the Government of Canada or the Agency and the government of a province or other public body performing a function of the Government in Canada to carry out an activity, provide a service or administer a tax or program;

(d) implementing agreements or arrangements between the Agency and departments or agencies of the Government of Canada to carry out an activity, provide a service or administer a program; and

(e) providing cooperation and support, including advice and information, to other departments and agencies of the Government of Canada to assist them in developing, evaluating and implementing policies and decisions in relation to program legislation for which they have responsibility.

Support

(2) The Agency may provide support, through the provision of services, to departments and agencies for which the Minister is responsible, in accordance with agreements or arrangements entered into with those departments and agencies.

Minister

Minister responsible

6 (1) The Minister is responsible for the Agency.

Delegation by Minister

(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under this Act or under the program legislation.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply if an Act of Parliament other than this Act authorizes the Minister to delegate the power, duty or function to any person or authorizes any person to exercise or perform it.

Limitation

(4) Subsection (2) does not apply in respect of a power to make regulations.

organisme public remplissant des fonctions gouvernementales dans un État étranger et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service, l'administration d'une taxe ou l'application d'un programme;

c) met en œuvre tout accord conclu entre elle ou le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service, l'administration d'une taxe ou l'application d'un programme;

d) met en œuvre tout accord ou entente conclu entre elle et un ministère ou organisme fédéral et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service ou l'application d'un programme;

e) fournit aux autres ministères ou organismes fédéraux l'appui et la collaboration nécessaires, notamment par la prestation d'avis ou de renseignements, pour les aider dans l'élaboration, l'examen et la mise en œuvre des orientations et des décisions relatives à la législation frontalière qui relève d'eux.

Assistance

(2) Elle peut en outre appuyer, par la prestation de services, les ministères ou organismes relevant du ministre, conformément à tout accord ou entente conclu avec eux.

Ministre

Responsabilité du ministre

6 (1) Le ministre est responsable de l'Agence.

Délégation par le ministre

(2) Il peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou de la législation frontalière.

Non-application

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans le cas où une loi fédérale, autre que la présente loi, autorise le ministre à déléguer les attributions en question ou une autre personne à les exercer.

Exception

(4) Est exclu des attributions visées au paragraphe (2) le pouvoir de prendre des règlements.

President and Executive Vice-president

Appointment

7 (1) The Governor in Council shall appoint a President of the Agency to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms.

Executive Vice-president

(2) The Governor in Council may appoint an Executive Vice-president of the Agency to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms.

Role of President

8 (1) The President, under the direction of the Minister, has the control and management of the Agency and all matters connected with it.

Rank of deputy head

(2) The President has the rank and all the powers of a deputy head of a department.

Executive Vice-president's powers

(3) The Executive Vice-president shall exercise the powers and perform the duties and functions that the President may assign and shall act as President if that office is vacant or if the President is absent or incapacitated.

Delegation by President

9 (1) The President may delegate to any person any power, duty or function that the President is authorized to exercise or perform under this Act or any other enactment.

Designation of officers

(2) The President may designate any person, or person within a class of persons,

(a) as an officer as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act* to exercise any powers or perform any duties and functions of an officer under that Act that the President may specify; or

(b) as an inspector or a veterinary inspector or other officer for the enforcement of any Act or instrument made under it, or any part of an Act or instrument, that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties*

Président et premier vice-président

Nomination

7 (1) Le gouverneur en conseil nomme le président de l'Agence à titre amovible pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans.

Premier vice-président

(2) Le gouverneur en conseil peut nommer un premier vice-président de l'Agence à titre amovible pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans.

Attributions du président

8 (1) Le président, sous la direction du ministre, est chargé de la gestion de l'Agence et de tout ce qui s'y rattache.

Rang et statut

(2) Le président a rang et statut d'administrateur général de ministère.

Attributions du premier vice-président

(3) Le premier vice-président exerce les attributions que lui confie le président; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste, il assume la présidence.

Délégation par le président

9 (1) Le président peut déléguer à toute personne les attributions qu'il est lui-même autorisé à exercer sous le régime de la présente loi ou de tout autre texte législatif.

Désignation par le président

(2) Il peut désigner toute personne, nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée :

a) comme agent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, en vue de l'exercice des attributions de ce poste qu'il peut préciser;

b) comme inspecteur — vétérinaire ou non — ou autre agent d'exécution pour le contrôle d'application de tout ou partie de toute loi ou de ses textes d'application dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et*

Act, the Canada Agricultural Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Fish Inspection Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act.

Designation power

(3) The President may exercise any power that the Minister has to designate officers under subsection 6(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Remuneration

10 (1) The President and the Executive Vice-president shall be paid the remuneration that is fixed by the Governor in Council.

Expenses

(2) The President and the Executive Vice-president are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of performing their duties while absent from their ordinary place of work.

Deemed employment

(3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

2005, c. 38, ss. 10, 144(E).

Human Resources

Officers and employees

11 Officers and employees necessary for the proper conduct of the work of the Agency shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Powers of the Agency

Exercise of powers conferred on Minister

12 (1) Subject to any direction given by the Minister, the Agency may exercise the powers, and shall perform the duties and functions, that relate to the program legislation and that are conferred on, or delegated, assigned or transferred to, the Minister under any Act or regulation.

d'agroalimentaire, la Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi relative aux aliments du bétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences.

Pouvoir de désignation

(3) Il peut exercer les pouvoirs de désignation des agents éventuellement conférés au ministre en vertu du paragraphe 6(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Rémunération

10 (1) Le président et le premier vice-président reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

Frais de déplacement et de séjour

(2) Ils sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de travail.

Assimilation

(3) Ils sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

2005, ch. 38, art. 10 et 144(A).

Ressources humaines

Pouvoir de nomination

11 Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Pouvoirs de l'agence

Exercice de certaines attributions du ministre

12 (1) Sous réserve des instructions que peut donner le ministre, l'Agence exerce les attributions relatives à la législation frontalière qui sont conférées, déléguées ou transférées à celui-ci sous le régime d'une loi ou de règlements.

Officers and employees

(2) An officer or employee of the Agency may exercise any power or perform any duty or function referred to in subsection (1) if the officer or employee is appointed to serve in the Agency in a capacity appropriate to the exercise of the power or the performance of the duty or function, and, in so doing, shall comply with any general or special direction given by the Minister.

Exception

(3) Subsection (1) does not include

- (a)** any power, duty or function of the Minister under this Act; or
- (b)** a power to make regulations.

Non-application of *Statutory Instruments Act*

(4) A direction given by the Minister under subsection (1) or (2) is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

Agreements

13 (1) Subject to sections 38 and 38.1 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*, the Agency may, with the approval of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister and the Minister of Foreign Affairs, enter into an agreement with a foreign state or an international organization, for the purposes of carrying out the mandate of the Agency.

Arrangements and agreements

(2) The Agency may, for the purposes of carrying out its mandate,

- (a)** enter into an arrangement with a foreign state or an international organization; or
- (b)** enter into an agreement or arrangement with the government of a province, a department or agency of the Government of Canada or any person or organization.

2005, c. 38, s. 13; 2006, c. 12, s. 46.

Agreements to administer a tax

14 (1) The Agency may enter into or amend an agreement with a provincial or territorial government to administer a tax or other fiscal measure if the agreement is in accordance with guidelines relating to agreements of that kind established jointly by the Minister and the Minister of Finance.

Dirigeants et employés

(2) Les dirigeants ou employés de l'Agence ayant, au sein de celle-ci, la compétence voulue peuvent exercer les attributions visées au paragraphe (1); le cas échéant, ils se conforment aux instructions générales ou particulières du ministre.

Exclusion

(3) Sont exclus des attributions visées au paragraphe (1) :

- a)** les attributions conférées au ministre par la présente loi;
- b)** le pouvoir de prendre des règlements.

Statut des instructions

(4) Les instructions visées aux paragraphes (1) et (2) ne constituent pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Accords

13 (1) Sous réserve des articles 38 et 38.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, l'Agence peut dans le cadre de sa mission, avec l'agrément du gouverneur en conseil donné sur recommandation du ministre et du ministre des Affaires étrangères, conclure des accords avec un État étranger ou toute organisation internationale.

Ententes et accords

(2) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut :

- a)** conclure des ententes avec un État étranger ou toute organisation internationale;
- b)** conclure des accords ou des ententes avec le gouvernement d'une province, un ministère ou un organisme fédéral ou toute personne ou organisation.

2005, ch. 38, art. 13; 2006, ch. 12, art. 46.

Accords pour l'administration d'une taxe

14 (1) L'Agence peut conclure des accords avec le gouvernement d'une province ou d'un territoire pour l'administration d'une taxe ou d'une autre mesure fiscale, ou modifier de tels accords, si ceux-ci sont conformes aux directives établies conjointement par le ministre et le ministre des Finances relativement à ce type d'accords.

Application of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*

(2) Parts III and III.1 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* do not apply to an agreement entered into or amended under subsection (1).

Expenditures

Appropriation Acts

15 An appropriation Act may provide that the balance of money appropriated by Parliament for the use of the Agency that remains unexpended at the end of the fiscal year, after the adjustments referred to in section 37 of the *Financial Administration Act* are made, lapses at the end of the following fiscal year.

Annual Report

Annual report

15.1 (1) The Minister shall, as soon as possible after the end of each fiscal year but no later than the end of the calendar year in which that fiscal year ends, cause to be laid before each House of Parliament a report of the operations and performance of the Agency for that fiscal year.

Reports required by Treasury Board

(2) The obligation imposed by subsection (1) may be satisfied by the tabling of any reports of the operations and performance of the Agency required by the Treasury Board that contain the information required by that subsection.

Transitional Provisions

Definitions

Definitions

16 The following definitions apply in sections 17 to 19 and 21 to 28.

former agency means the portion of the federal public administration known as the Canada Border Services Agency. (*ancienne agence*)

new agency means the Canada Border Services Agency established under subsection 3(1). (*nouvelle agence*)

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

(2) Les parties III et III.1 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* ne s'appliquent pas aux accords visés au paragraphe (1).

Utilisation des crédits

Crédits non utilisés

15 Une loi de crédits peut prévoir que la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant.

Rapport annuel

Rapport au Parlement

15.1 (1) Le ministre dépose devant chaque chambre du Parlement le plus tôt possible après la fin de chaque exercice et avant la fin de l'exercice en cours, un rapport portant sur les activités de l'Agence et les résultats obtenus par celle-ci au cours de l'exercice précédent.

Rapports exigés par le Conseil du Trésor

(2) Le dépôt de tout rapport exigé par le Conseil du Trésor sur les activités de l'Agence et les résultats obtenus par celle-ci satisfait à l'obligation prévue au paragraphe (1) si les renseignements visés à ce paragraphe figurent dans le rapport.

Dispositions transitoires

Définitions

Définitions

16 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 17 à 19 et 21 à 28.

ancienne agence Le secteur de l'administration publique fédérale appelé Agence des services frontaliers du Canada. (*former agency*)

décret C.P. 2003-2064 Le décret C.P. 2003-2064 du 12 décembre 2003 portant le numéro d'enregistrement TR/2003-216. (*order P.C. 2003-2064*)

order P.C. 2003-2064 means Order in Council P.C. 2003-2064 of December 12, 2003, registered as SI/2003-216. (*décret C.P. 2003-2064*)

2005, c. 38, ss. 16, 144(E).

Former Agency

President and Executive Vice-president

17 (1) The persons occupying the positions of President and Executive Vice-president of the former agency on the day on which this section comes into force become the President and Executive Vice-president of the new agency on that day and are deemed to have been appointed under section 7.

Positions

(2) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this section, occupied a position in the former agency, except that the employee shall, on the coming into force of this section, occupy his or her position in the new agency under the direction of the President.

Definition of *employee*

(3) In subsection (2), *employee* has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

Transfer of appropriations

18 (1) Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the federal public administration for the former agency that, on the day on which this section comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the federal public administration for the new agency.

Transfer of powers, duties and functions

(2) Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the President of the former agency or an employee of the former agency, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the President of the new agency or an employee of the new agency unless the Governor in Council by order designates a deputy minister or an officer of the federal public

nouvelle agence L'Agence des services frontaliers du Canada constituée par le paragraphe 3(1). (*new agency*)

2005, ch. 38, art. 16 et 144(A).

Ancienne agence

Président et premier vice-président

17 (1) Les personnes qui occupent les postes de président et de premier vice-président de l'ancienne agence à la date d'entrée en vigueur du présent article deviennent respectivement, à cette date, président et premier vice-président de la nouvelle agence comme s'ils avaient été nommés à ces postes en application de l'article 7.

Personnel

(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à l'ancienne agence, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent à la nouvelle agence sous la direction du président.

Définition de *fonctionnaire*

(3) Au paragraphe (2), *fonctionnaire* s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Transfert de crédits

18 (1) Les sommes affectées — mais non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard de l'ancienne agence sont réputées être affectées aux frais et dépenses de celle-ci à l'égard de la nouvelle agence.

Transfert d'attributions

(2) Les attributions conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au président de l'ancienne agence ou à un fonctionnaire de celle-ci sont transférées, selon le cas, au président ou au fonctionnaire correspondant de la nouvelle agence, sauf décret du gouverneur en

administration to exercise that power or perform that duty or function.

Continuation of proceedings

(3) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former agency or its President is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new agency or its President in a similar manner and to the same extent as it would have been continued by or against the former agency or its President.

Deeming

(4) Decisions made by the President of the former agency are deemed to be decisions made by the President of the new agency.

Validity of documents

(5) All orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that are made or issued by the President of the former agency or any person under his or her authority continue in force as if they were made or issued by the President of the new agency or a person under his or her authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

Continuation of evidentiary presumption

(6) Every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the former agency before the day on which this section comes into force has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the new agency after that day.

2005, c. 38, ss. 18, 144(E).

References

19 (1) A reference to the former agency in any of the following is deemed to be a reference to the new agency:

(a) Schedule I to the *Access to Information Act* under the heading “*Other Government Institutions*”;

(b) the schedule to the *Privacy Act*;

conseil chargeant de ces attributions un sous-ministre ou un fonctionnaire d’un secteur de l’administration publique fédérale.

Procédures en cours

(3) La nouvelle agence et son président succèdent, au même titre et dans les mêmes conditions, à l’ancienne agence et à son président, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l’entrée en vigueur du présent article et auxquelles ceux-ci sont parties.

Maintien des décisions

(4) Les décisions rendues par le président de l’ancienne agence sont réputées être des décisions du président de la nouvelle agence.

Validité des documents : nouvelle agence

(5) Tous les actes ou documents émanant du président de l’ancienne agence — ou d’une personne placée sous son autorité — qui sont en vigueur à la prise d’effet du présent article sont réputés émaner du président de la nouvelle agence ou d’une personne placée sous son autorité, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu’à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

Valeur probante des documents

(6) Tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de l’ancienne agence, avant la date d’entrée en vigueur du présent article, a la même valeur probante qu’un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de la nouvelle agence après cette date.

2005, ch. 38, art. 18 et 144(A).

Mentions

19 (1) La mention de l’ancienne agence dans les textes ci-après vaut mention de la nouvelle agence :

a) l’annexe I de la *Loi sur l’accès à l’information*, sous l’intertitre « *Autres institutions fédérales* »;

(c) Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act*;

(d) any order of the Governor in Council made under paragraph (b) of the definition *head* in section 3 of the *Access to Information Act*;

(e) any direction of the Governor in Council made under subsection 24(3) of the *Auditor General Act*;

(f) any order of the Governor in Council made under paragraph 29(e) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;

(g) any order of the Governor in Council made under paragraph (b) of the definition *head* in section 3 of the *Privacy Act*; and

(h) any order of the Governor in Council made under the definition *department* in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

Deputy head

(2) The designation of a person as deputy head of the former agency in any of the following is deemed to be a designation of the President of the new agency as deputy head of that agency:

(a) any order of the Governor in Council made under paragraph 29(e) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*; and

(b) any order of the Governor in Council made under the definition *deputy head* in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

Canada Customs and Revenue Agency

Positions

20 Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this section, occupied a position in the Canada Customs and Revenue Agency, except that the employee shall occupy that position in the Canada Revenue Agency.

b) l'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;

c) la partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*;

d) tout décret pris en vertu de l'alinéa b) de la définition de *responsable d'institution fédérale* à l'article 3 de la *Loi sur l'accès à l'information*;

e) toute directive prise en vertu du paragraphe 24(3) de la *Loi sur le vérificateur général*;

f) tout décret pris en vertu de l'alinéa 29e) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

g) tout décret pris en vertu de l'alinéa b) de la définition de *responsable d'institution fédérale*, à l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;

h) tout décret pris en vertu de la définition de *ministères* au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Administrateur général

(2) La désignation de toute personne à titre d'administrateur général de l'ancienne agence dans les textes ci-après vaut désignation du président de la nouvelle agence à titre d'administrateur général de celle-ci :

a) tout décret pris en vertu de l'alinéa 29e) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

b) tout décret pris en vertu de la définition de *administrateur général* au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Agence des douanes et du revenu du Canada

Personnel

20 La présente loi ne change rien à la situation des employés qui, à l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent à l'Agence du revenu du Canada.

Continuation of rights and property

21 (1) Subject to subsection (2), all rights and property of the Canada Customs and Revenue Agency continue as the rights and property of the Canada Revenue Agency.

Transfer to new agency

(2) All rights and property of the Canada Customs and Revenue Agency that are in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the new agency.

Continuation of obligations and liabilities

22 (1) Subject to subsection (2), all obligations and liabilities of the Canada Customs and Revenue Agency continue as obligations and liabilities of the Canada Revenue Agency.

Transfer to new agency

(2) All obligations and liabilities of the Canada Customs and Revenue Agency that were incurred in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the new agency.

Real property, immovables and licences

23 (1) The administration of any real property or immovable, and the administrative responsibility for any licence in respect of any real property or immovable, that was under the administration or administrative responsibility of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section and that was used for or in support of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the Minister.

List

(2) As soon as practicable after the coming into force of this section, the Minister of National Revenue shall publish in the *Canada Gazette* a list of the real property and immovables the administration of which was transferred under subsection (1) in such a way that each is sufficiently identified.

Gestion des droits et des biens

21 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les biens et les droits de l'Agence des douanes et du revenu du Canada sont dévolus à l'Agence du revenu du Canada.

Transfert à la nouvelle agence

(2) Ceux des biens et des droits de l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui se rapportent aux secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont transférés à la nouvelle agence.

Maintien des dettes et obligations

22 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence du revenu du Canada assume, sans solution de continuité, les dettes et obligations de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Transfert à la nouvelle agence

(2) Celles des dettes et des obligations de l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui ont été contractées à l'égard des secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont transférées à la nouvelle agence.

Immeubles et biens réels

23 (1) Est transférée au ministre la gestion des immeubles et des biens réels — ainsi que la responsabilité administrative des permis afférents — dont la gestion relevait de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'entrée en vigueur du présent article et qui étaient utilisés dans le cadre du fonctionnement des secteurs de cet organisme dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064.

Liste

(2) Dans les meilleurs délais possible après l'entrée en vigueur du présent article, le ministre du Revenu national publie dans la *Gazette du Canada*, à l'égard des immeubles et des biens réels dont la gestion a été transférée au titre du paragraphe (1), une liste qui permet de les identifier facilement.

Title

(3) Where the title of any real property or immovable was held in the name of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section and that real property or immovable was used for or in support of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064, the title to that real property or immovable is deemed to be held in the name of Her Majesty in right of Canada.

Other real property, immovables and licences — Canada Revenue Agency

(4) The administration of any real property or immovable, and the administrative responsibility for any licence in respect of any real property or immovable, that is not referred to in subsection (1) and that was under the administration or administrative responsibility of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section continues under the administration or administrative responsibility, as the case may be, of the Canada Revenue Agency.

Continuation of legal proceedings: Canada Revenue Agency

24 (1) Subject to subsection (2), any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canada Customs and Revenue Agency is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the Canada Revenue Agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Canada Customs and Revenue Agency.

Continuation of legal proceedings: new agency

(2) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canada Customs and Revenue Agency is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Canada Customs and Revenue Agency in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064.

Titres de propriété

(3) Les titres de propriété qui, à l'entrée en vigueur du présent article, étaient établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'égard des immeubles et des biens réels de celle-ci qui étaient utilisés dans le cadre du fonctionnement des secteurs de cet organisme dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont réputés être établis au nom de Sa Majesté du chef du Canada.

Dévolution

(4) Est dévolue à l'Agence du revenu du Canada la gestion des immeubles et des biens réels — ainsi que la responsabilité administrative des permis afférents — dont la gestion relevait de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'entrée en vigueur du présent article, à l'exception de ceux qui sont visés au paragraphe (1).

Procédures en cours : Agence du revenu du Canada

24 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence du revenu du Canada succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles celle-ci est partie.

Procédures en cours : nouvelle agence

(2) La nouvelle agence succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives, en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, relativement aux secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 et auxquelles l'Agence des douanes et du revenu du Canada est partie.

Validity of documents: Canada Revenue Agency

25 (1) Subject to subsection (2), all orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that were made or issued by the Minister of National Revenue or by the Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority continue in force as if they were made or issued by the Minister of National Revenue or the Commissioner of Revenue or any person under their authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

Validity of documents

(2) All orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that were made or issued by the Minister of National Revenue or by the Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority that are in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 continue in force as if they were made or issued by the Minister, the President of the new agency or a person under their authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

Continuation of evidentiary presumption: Canada Revenue Agency

26 (1) Subject to subsection (2), every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the Canada Customs and Revenue Agency before the day on which this section comes into force has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the Canada Revenue Agency after that day.

Continuation of evidentiary presumption: Canada Border Services Agency

(2) Every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the Canada Customs and Revenue Agency before the day on which this section comes into force that was

Validité des documents : Agence du revenu du Canada

25 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les actes ou documents émanant du ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre qui sont en vigueur à la prise d'effet du présent article sont réputés émaner du ministre du Revenu national, du commissaire du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

Validité des documents : nouvelle agence

(2) Tous les actes ou documents émanant du ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 et qui sont en vigueur à la prise d'effet du présent article sont réputés émaner du ministre, du président de la nouvelle agence ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

Valeur probante des documents

26 (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence des douanes et du revenu du Canada avant la date d'entrée en vigueur du présent article a la même valeur probante qu'un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence du revenu du Canada après cette date.

Valeur probante des documents

(2) Tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, à l'égard

sworn or was purported to be certified in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the new agency after that day.

References

27 (1) Subject to subsection (2), every reference to the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue, the Deputy Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority in a document issued in the name of the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue or the Deputy Commissioner of Customs and Revenue is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Canada Revenue Agency, the Commissioner of Revenue, the Deputy Commissioner of Revenue or a person under their authority, as the case may be.

References

(2) Every reference to the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue, the Deputy Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority in a document issued in the name of the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue or the Deputy Commissioner of Customs and Revenue is to be read in respect of those documents that relate to those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064, unless the context otherwise requires, as a reference to the new agency, the President of the new agency, the Executive Vice-president of the new agency or a person under their authority, as the case may be.

References in documents and other provisions: Canada Revenue Agency

28 (1) Subject to subsection (2), any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue, the Department of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency in any document, any instrument made under an Act of

d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 a la même valeur probante qu'un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de la nouvelle agence après cette date.

Mentions

27 (1) Sous réserve du paragraphe (2), sauf indication contraire du contexte, dans tous les documents établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du commissaire des douanes et du revenu ou du commissaire délégué des douanes et du revenu, la mention de ces derniers ou d'une personne placée sous leur autorité vaut mention de l'Agence du revenu du Canada, du commissaire du revenu, du commissaire délégué du revenu ou d'une personne placée sous leur autorité, selon le cas.

Mentions

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans tous les documents établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du commissaire des douanes et du revenu ou du commissaire délégué des douanes et du revenu à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064, la mention de ces derniers ou d'une personne placée sous leur autorité vaut mention de la nouvelle agence ou du président ou premier vice-président de celle-ci ou d'une personne placée sous leur autorité, selon le cas.

Mentions

28 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et sauf indication contraire du contexte, dans les dispositions des lois fédérales non modifiées par la présente loi, ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, la mention du ministère du Revenu national ou de l'Agence des douanes et du revenu du Canada vaut mention de l'Agence du revenu du Canada et

Parliament or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Commissioner of Revenue or the Canada Revenue Agency, as the case may be.

**References in documents and other provisions:
Canada Border Services Agency**

(2) Any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue, the Department of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency in any document, any instrument made under an Act of Parliament or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act and the document, instrument or provision is in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the President of the new agency or the new agency, as the case may be.

Royal Canadian Mint Act

Royal Canadian Mint Act

29 The Minister of National Revenue is the Minister for the purposes of the *Royal Canadian Mint Act* until another member of the Queen's Privy Council for Canada is designated under section 2.1 of that Act, as enacted by section 130 of this Act.

Consequential Amendments

Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act

30 [Amendment]

Air Travellers Security Charge Act

31 [Amendment]

32 [Amendment]

la mention du commissaire des douanes et du revenu ou du sous-ministre du Revenu national vaut mention du commissaire du revenu.

Mentions

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans les dispositions des lois fédérales non modifiées par la présente loi, ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, la mention du ministère du Revenu national, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du sous-ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu, à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064, vaut mention de la nouvelle agence ou du président de celle-ci, selon le cas.

Monnaie royale canadienne

Loi sur la Monnaie royale canadienne

29 Pour l'application de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, la mention de « ministre », dans cette loi, vaut mention du ministre du Revenu national jusqu'à ce qu'une désignation soit faite par le gouverneur en conseil en application de l'article 2.1 de cette loi, édicté par l'article 130 de la présente loi.

Modifications corrélatives

Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire

30 [Modification]

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

31 [Modification]

32 [Modification]

Canada Agricultural Products Act

33 [Amendment]

Canada Customs and Revenue Agency Act

34 [Amendment]

35 [Amendment]

36 [Amendments]

37 [Amendment]

38 [Amendment]

39 [Amendment]

40 [Amendments]

41 [Amendment]

42 [Amendment]

43 [Amendment]

44 [Amendment]

45 [Amendment]

46 [Amendment]

47 [Amendment]

48 [Amendment]

49 [Amendment]

50 [Amendment]

51 [Amendment]

52 [Amendment]

Canadian Food Inspection Agency Act

53 [Amendment]

Loi sur les produits agricoles au Canada

33 [Modification]

Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada

34 [Modification]

35 [Modification]

36 [Modifications]

37 [Modification]

38 [Modification]

39 [Modification]

40 [Modifications]

41 [Modification]

42 [Modification]

43 [Modification]

44 [Modification]

45 [Modification]

46 [Modification]

47 [Modification]

48 [Modification]

49 [Modification]

50 [Modification]

51 [Modification]

52 [Modification]

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments

53 [Modification]

Canadian International Trade Tribunal Act

54 [Amendment]

55 [Amendments]

56 [Related provision]

Department of Citizenship and Immigration Act

57 [Amendment]

Criminal Code

58 [Amendments]

Cultural Property Export and Import Act

59 [Amendment]

Customs Act

60 [Amendments]

61 [Amendment]

62 [Amendment]

63 [Amendment]

64 [Amendment]

65 [Amendment]

66 [Amendment]

67 [Amendment]

68 [Amendment]

69 [Amendment]

70 [Amendment]

71 [Amendment]

72 [Amendment]

73 [Amendment]

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

54 [Modification]

55 [Modifications]

56 [Disposition connexe]

Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

57 [Modification]

Code criminel

58 [Modifications]

Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels

59 [Modification]

Loi sur les douanes

60 [Modifications]

61 [Modification]

62 [Modification]

63 [Modification]

64 [Modification]

65 [Modification]

66 [Modification]

67 [Modification]

68 [Modification]

69 [Modification]

70 [Modification]

71 [Modification]

72 [Modification]

73 [Modification]

74 [Amendment]

75 [Amendment]

76 [Amendment]

77 [Amendment]

78 [Amendments]

79 [Amendment]

80 [Amendments]

81 [Amendment]

82 [Amendment]

83 [Amendment]

84 [Amendments]

85 [Amendments]

Customs and Excise Offshore Application Act

86 [Amendments]

Customs Tariff

87 [Amendment]

88 [Amendment]

89 [Amendments]

Employment Insurance Act

90 [Amendment]

Excise Act

91 [Amendment]

Excise Act, 2001

92 [Amendment]

93 [Amendment]

94 [Amendments]

95 [Amendments]

74 [Modification]

75 [Modification]

76 [Modification]

77 [Modification]

78 [Modifications]

79 [Modification]

80 [Modifications]

81 [Modification]

82 [Modification]

83 [Modification]

84 [Modifications]

85 [Modifications]

Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise

86 [Modifications]

Tarif des douanes

87 [Modification]

88 [Modification]

89 [Modifications]

Loi sur l'assurance-emploi

90 [Modification]

Loi sur l'accise

91 [Modification]

Loi de 2001 sur l'accise

92 [Modification]

93 [Modification]

94 [Modifications]

95 [Modifications]

96 [Amendment]

97 [Amendment]

98 [Amendment]

Excise Tax Act

99 [Amendment]

100 [Amendment]

101 [Amendment]

102 [Amendments]

103 [Amendment]

104 [Amendment]

105 [Amendments]

106 [Amendment]

107 [Amendment]

108 [Amendment]

109 [Amendment]

110 [Amendment]

Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act

111 [Amendment]

Feeds Act

112 [Amendment]

Fertilizers Act

113 [Amendment]

Financial Administration Act

114 [Amendment]

115 [Amendment]

96 [Modification]

97 [Modification]

98 [Modification]

Loi sur la taxe d'accise

99 [Modification]

100 [Modification]

101 [Modification]

102 [Modifications]

103 [Modification]

104 [Modification]

105 [Modifications]

106 [Modification]

107 [Modification]

108 [Modification]

109 [Modification]

110 [Modification]

Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales

111 [Modification]

Loi relative aux aliments du bétail

112 [Modification]

Loi sur les engrais

113 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

114 [Modification]

115 [Modification]

Fish Inspection Act

116 [Amendment]

Health of Animals Act

117 [Amendment]

Immigration and Refugee Protection Act

118 [Amendment]

119 [Amendments]

Income Tax Act

120 [Amendment]

Meat Inspection Act

121 [Amendment]

122 [Amendment]

Plant Protection Act

123 [Amendment]

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

124 [Amendments]

125 [Amendment]

126 [Amendments]

127 [Amendments]

Public Service Superannuation Act

128 [Amendment]

Royal Canadian Mint Act

129 [Amendment]

Loi sur l'inspection du poisson

116 [Modification]

Loi sur la santé des animaux

117 [Modification]

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

118 [Modification]

119 [Modifications]

Loi de l'impôt sur le revenu

120 [Modification]

Loi sur l'inspection des viandes

121 [Modification]

122 [Modification]

Loi sur la protection des végétaux

123 [Modification]

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

124 [Modifications]

125 [Modification]

126 [Modifications]

127 [Modifications]

Loi sur la pension de la fonction publique

128 [Modification]

Loi sur la Monnaie royale canadienne

129 [Modification]

130 [Amendment]

Seeds Act

131 [Amendment]

Special Import Measures Act

132 [Amendments]

133 [Amendment]

134 [Amendments]

135 [Amendments]

136 [Amendments]

137 [Related provision]

Terminology Changes

138 [Amendments]

139 [Amendments]

140 [Amendments]

141 [Amendments]

142 [Amendments]

143 [Amendment]

Coordinating Amendments

144 [Amendments]

145 [Amendments]

146 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***147 This Act, except for sections 144 to 146, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 144 to 146 in force on assent November 3, 2005; Act, except sections 144 to 146, in force December 12, 2005, *see* SI/2005-119.]

130 [Modification]

Loi sur les semences

131 [Modification]

Loi sur les mesures spéciales d'importation

132 [Modifications]

133 [Modification]

134 [Modifications]

135 [Modifications]

136 [Modifications]

137 [Disposition connexe]

Modifications terminologiques

138 [Modifications]

139 [Modifications]

140 [Modifications]

141 [Modifications]

142 [Modifications]

143 [Modification]

Dispositions de coordination

144 [Modifications]

145 [Modifications]

146 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***147 La présente loi, à l'exception des articles 144 à 146, entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 144 à 146 en vigueur à la sanction le 3 novembre 2005; loi, à l'exception des articles 144 à 146, en vigueur le 12 décembre 2005, *voir* TR/2005-119.]

AMENDMENTS NOT IN FORCE

— 2012, c. 24, s. 107

107 Paragraph (b) of the definition *program legislation* in section 2 of the *Canada Border Services Agency Act* is replaced by the following:

(b) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Health of Animals Act*, the *Plant Protection Act*, the *Safe Food for Canadians Act* and the *Seeds Act*;

— 2012, c. 24, s. 108

108 Paragraph 9(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) as an inspector or a veterinary inspector or other officer for the enforcement of any Act or instrument made under it, or any part of an Act or instrument, that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Health of Animals Act*, the *Plant Protection Act*, the *Safe Food for Canadians Act* and the *Seeds Act*.

MODIFICATIONS NON EN VIGUEUR

— 2012, ch. 24, art. 107

107 L'alinéa b) de la définition de *législation frontalière*, à l'article 2 de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, est remplacé par ce qui suit :

b) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur la protection des végétaux*, la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* et la *Loi sur les semences*;

— 2012, ch. 24, art. 108

108 L'alinéa 9(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) comme inspecteur — vétérinaire ou non — ou autre agent d'exécution pour le contrôle d'application de tout ou partie de toute loi ou de ses textes d'application dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur la protection des végétaux*, la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* et la *Loi sur les semences*.